



► 17 janvier 2019

LEAD 1-France-Benalla en garde à vue dans l'enquête sur ses passeports diplomatiques

(Actualisé avec détails et Sueur)

PARIS, 17 janvier (Reuters) - L'ex-chargé de mission de l'Elysée Alexandre Benalla a été placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'usage de ses passeports diplomatiques, a annoncé jeudi le parquet de Paris.

Saisi par le Quai d'Orsay, le parquet a ouvert le 29 décembre une enquête préliminaire contre l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron pour "abus de confiance" et "usage sans droit d'un document justificatif d'une qualité professionnelle".

Il est aussi poursuivi pour "exercice d'une activité dans des conditions de nature à créer dans l'esprit du public une confusion avec l'exercice d'une fonction publique".

L'enquête a en outre été étendue mercredi aux incriminations de "faux, usage de faux et obtention induite d'un document administratif", à la suite d'un signalement transmis par les services de la présidence de la République, a précisé le parquet.

Alexandre Benalla a utilisé une vingtaine de fois des passeports diplomatiques après son licenciement de l'Elysée en juillet, a déclaré mercredi le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Patrick Strzoda, à la commission des lois du Sénat.

Il a aussi accusé Alexandre Benalla, qui sera entendu à son tour lundi par la même commission, d'avoir falsifié un document pour obtenir un passeport.

Pour le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur, co-rapporteur de cette instance, celle-ci a encore beaucoup de questions à poser à l'ex-homme de confiance du chef de l'Etat, déjà entendu en septembre dernier.

"Les déclarations de M. Strzoda montrent qu'il y a eu de très grands dysfonctionnements et hier nous en avons découvert de nouveaux. Nous allons de contradiction en contradiction, de découverte en découverte", a dit Jean-Pierre Sueur à Public Sénat.

Alexandre Benalla est déjà mis deux fois en examen pour des violences sur des manifestants en marge des manifestations du 1er mai 2018, dont la révélation a déclenché l'été dernier l'affaire qui porte son nom et ne cesse depuis d'embarrasser l'exécutif et son ancien mentor, Emmanuel Macron. (Emmanuel Jarry et Elizabeth Pineau)

Reuters le 17 janv. 19 à 17 08.